

Pau, le 10 mai 2023

ARRETE N°AP-2023-0222

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R.110-1 et suivants, et R.415-7 ;

Vu le Code Pénal ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté municipal n°AP-2020-0024 en date du 5 juin 2020 réglementant le régime de priorité sur les diverses voies débouchant sur la rue du pasteur Alphonse Cadier ;

Considérant la mise en place d'un cédez de passage à l'intersection formée par la rue Pauline Siro et rue du pasteur Alphonse Cadier ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics d'instaurer un régime de priorité à l'intersection formée par la rue du Pasteur Alphonse Cadier et la rue Pauline Siro ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – L'arrêté municipal n°AP-2020-0024 en date du 5 juin 2020 qui réglementait le régime de priorité sur les diverses voies débouchant sur la rue du pasteur Alphonse Cadier est abrogé.

ARTICLE 2 – Les conducteurs circulant rue Pauline Siro, doivent céder le passage aux véhicules roulant rue du pasteur Alphonse Cadier et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

ARTICLE 2 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire dite « Cédez le passage » par les services techniques municipaux.

ARTICLE 3 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 5 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

12 JUIN 2023


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire